

**CONCEPTION, CREATION ET AMENAGEMENT DE STANDS SUR MESURE,
PRESTATIONS ANNEXES ET ASSOCIEES**

Numéro de consultation : 2024-GIE-021

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION
CANDIDATURES**

APPEL D'OFFRES RESTREINT

ACCORD CADRE ALLOTI (LOTS SEPARES)

Fournitures / Services

Code de la commande publique

Date et heure limites de dépôt des offres :	30 mai 2025 à 12 heures
--	--------------------------------

Le dossier de consultation fourni aux entreprises est composé des pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation,
- La fiche « Coordonnées du candidat »,
- Le cadre de réponse de la candidature niveau minimum
- Le cadre de réponse de la candidature
- L'accord-cadre valant CCAP (document contractuel à remplir obligatoirement par le candidat),

Ce document comporte 15 pages y compris la page de garde

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - ORGANISME QUI PASSE L'ACCORD-CADRE.....	3
ARTICLE 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	3
ARTICLE 4 - FORME DES ACCORD-CADRES	3
ARTICLE 3 - PROCÉDURE DE PASSATION.....	5
ARTICLE 4 - MODALITÉS DE RÉPONSE.....	5
4.1. – MODALITES DE REPONSE EN CAS DE GROUPEMENT MOMENTANE D'ENTREPRISES	5
4.2. – MODALITES DE REPONSE EN CAS DE SOUS-TRAITANCE.....	6
4.3. – MODALITES DE REPONSE EN CAS DE PRISE EN COMPTE DANS LA REPONSE DE LA CAPACITE D'OPERATEURS ECONOMIQUES AUTRES QUE DES CO-TRAITANTS OU DES SOUS-TRAITANTS.....	6
4.4. – VARIANTES A L'INITIATIVE DES CANDIDATS	6
4.5. – MODALITÉ DE RÉPONSE AUX LOTS	6
4.6. – MODALITÉ DE RÉPONSE ÉLECTRONIQUE.....	6
ARTICLE 5 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
5.1. PRESENTATION DES CANDIDATURES	8
5.2. ELEMENTS A REMETTRE AU TITRE DE LA CANDIDATURE.....	8
5.3. CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES DOSSIERS DE CANDIDATURE	8
5.4. PRESENTATION DES OFFRES	9
5.4.1. ELEMENTS A REMETTRE AU TITRE DE L'OFFRE	9
5.4.2. CONDITIONS DE TRANSMISSION DE L'OFFRE	9
ARTICLE 6 - EXAMEN DES CANDIDATURES	9
6.1. VERIFICATION DU CARACTERE COMPLET DES CANDIDATURES ET DE LEUR CONFORMITE AUX CONDITIONS DE PARTICIPATION (APTITUDE, CAPACITES, NON INTERDICTION DE SOUMISSIONNER)	9
6.2. CRITERES DE LIMITATION DU NOMBRE DE CANDIDATS QUI SERONT ADMIS A PRESENTER UNE OFFRE.....	11
ARTICLE 7 - EXAMEN DES OFFRES ET CHOIX DE L'OFFRE ECONOMIQUEMENT LA PLUS AVANTAGEUSE	12
7.1. EXAMEN DES OFFRES	12
7.2. CRITERES DE SÉLECTION DES OFFRES, PONDERATION ET CHOIX DE L'OFFRE ECONOMIQUEMENT LA PLUS AVANTAGEUSE.....	13
7.3. MODALITES D'ATTRIBUTION DU MARCHE	13
7.4. MODALITES D'ATTRIBUTION DU MARCHE	14
7.5. PIÈCES CONCERNANT L'ATTRIBUTAIRE ENVISAGE DES LOTS N°1 ET 2 / CHAQUE CANDIDAT SELECTIONNE DU LOT N°3 POUR DEPOSER UNE OFFRE QUI SERONT VERIFIEES PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR OU DONT LA COMMUNICATION SERA EXIGEE DE SA / LEUR PART.....	14
ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION ET QUESTIONS/REPONSES SUR CES DOCUMENTS	14
8.1. MODIFICATION DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION	14
8.1.1. DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS RELATIFS À LA CANDIDATURE	14
8.1.2. DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'OFFRE.....	14
8.2. QUESTIONS / REPONSES SUR LES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION	14
8.2.1. QUESTIONS.....	14
8.2.2. REPONSES	15

ARTICLE 1 - ORGANISME QUI PASSE L'ACCORD-CADRE

GIE du Groupe CCI Paris Ile-de-France
49 rue de Tocqueville
75017 Paris

Type d'organisme : GIE géré par un établissement public administratif de l'État.

ARTICLE 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

La présente consultation a pour objet la conception, la création et l'aménagement de stands sur mesure.

Le CCAG applicable est le CCAG FCS.

Les prestations sont réparties en 4 lots, comme suit :

Lot n°	Intitulé	Forme du lot
1	Conception, création et aménagement de stands sur mesure pour des salons institutionnels Salon concerné : Go entrepreneurs (participant)	Accord cadre mono-attributaire
2	Conception, création et aménagement de stands sur mesure pour des salons nécessitant un aménagement spécifique d'espaces en France et en Europe Salons concernés : FED (organisateur) et IBC (participant)	Accord cadre mono-attributaire
3	Conception, création et aménagement de stands semi-sur mesure pour des salons destinés à l'ESCP (organisateur) Salons concernés : Paris Finance & Consulting Career Fair et Oaris Career Fair Cross-Industry (organisateur)	Accord cadre mono-attributaire
4	Conception, création et aménagement de stands menuisés sur mesure Salons concernés : EUROSATORY (participant) et SIAE (organisateur)	Accord cadre multi-attributaire

Le nombre maximum de lot qui pourra être attribué à un même candidat est de 2.

Si le candidat présente un nombre d'offres supérieur à la limite fixée ci-dessus, il précise son ordre de préférence d'attribution des lots au moment du dépôt de l'offre.

Les lots n°1, n°2 et 3 sont mono-attributaires.

Le Lot n°4 est multi-attributaire. Le nombre d'attributaires au maximum sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres est 3 attributaires.

Les prestations attendues sont décrites dans les documents contractuels joints au dossier de consultation.

ARTICLE 4 - FORME DES ACCORD-CADRES

Les lots seront conclus avec des montants maximum.

Montant maximum € HT sur la durée totale, toutes reconductions comprises pour l'ensemble des lots

6 400 000 €

Lot	Attribution Bon de commande/Marchés subséquents	Nombre de titulaires	Intitulé	Périodicité	Montant sur 4 ans
1	Mono-attribution	1 titulaire	Salon institutionnel Salon concerné : Go entrepreneurs	Tous les ans	500 000 €
2	Mono-attribution	1 titulaire	Salons aménagement spécifique et européens Salons concernés : FED (organisateur) et IBC (participant)	Tous les 2 ans Tous les ans	2 740 000 €
2	Mono-attribution	1 titulaire	Salons de stands semi-sur mesure avec ou sans stockage pour des salons destinés à l'ESCP	Tous les ans	660 000 €
3	Multi-attribution	3 titulaires	Salons traditionnel dominant pavillon collectif Salons concernés : EUROSATORY (participant) et SIAE (organisateur)	Tous les 2 ans : année paire Tous les 2 ans : année impaire	2 500 000 €

Pour information, les dépenses sont les suivantes par entité utilisatrice :

Nom du salon	Thème	Lieu	Date	Fréquence	Dépenses moyennes Moyen HT	Dépenses moyennes TTC
GO ENTREPRENEUR	Rendez-vous dédié à l'entrepreneuriat	Paris La Défense Arena	3 et 4 avril 2024	Tous les ans	100 000 €	120 000 €
FED - FORUM ENTREPRISES DEFENSE	Salon des acteurs de maintenance des matériels terrestre	Versailles Base militaire Satory	Octobre 2025	Tous les 2 ans	900 000 €	1 080 000 €
IBC - INTERNATIONAL BROADCASTING CONVENTION	Salon européen leader dans l'industrie du broadcast	Amsterdam (Pays-Bas) RAI Amsterdam	Du 13 au 16 septembre 2024	Tous les ans	150 000 €	180 000 €
EUROSATORY	Salon mondial de la défense et de la sécurité terrestres et aéroterrestres.	Villepinte Parc des expositions	Du 17 au 21 juin 2024	Tous les 2 ans	174 500 €	209 400 €
SIAE - SALON INTERNATIONAL DE L'AERONAUTIQUE ET DE L'ESPACE	Evénement consacré à l'industrie aéronautique et spatiale	Le Bourget Aéroport du Bourget	Du 16 au 22 juin 2025	Tous les 2 ans	470 000 €	564 000 €
SPORT UNLIMITECH TO PERF 2ème édition	Evènement sport & innovation pour animer les écosystèmes de la filière sport en	Paris Siège CCIR	juillet 2024	Tous les ans	254 000 €	304 800 €

	France et à l'international.					
Paris Finance & Consulting Career Fair	Rencontres entre étudiants ESCP et entreprises	Espace Champerret	Octobre 2025	Tous les ans	70 000 €	84 000 €
Paris Career Fair Cross-Industry	Salon des carrières intersectorielles entre entreprises et étudiants	Espace Champerret	Janvier 2026	Tous les ans	70 000 €	84 000 €

Les lots n°1, 2 et 3 seront exécutés au fur et à mesure de l'émission de bons de commandes en application des articles L2124-2, R2124-1 1° et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique. L'émission des bons de commande s'effectue sur la base d'un devis définitif accepté, sans négociation ni remise en concurrence dans les conditions précisées dans l'accord-cadre.

Le lot n°4 donne lieu à l'exécution de marchés subséquents, dans les conditions précisées dans l'accord-cadre, en application de l'article R2162-2 du code de la commande publique.

ARTICLE 3 - PROCÉDURE DE PASSATION

La procédure de passation est l'appel d'offres restreint, en application des articles L. 2124-2, R. 2124-2 2° et R. 2161-6 à R. 2161-11 du Code de la commande publique.

Le nombre maximum de candidats que le pouvoir adjudicateur prévoit d'inviter est de **cinq (5)**, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats. Les critères de sélection des 5 premiers candidats sont ceux indiqués dans l'avis précité et à l'article 6.2 ci-après.

Si le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection est inférieur au nombre minimum ci-dessus, le pouvoir adjudicateur pourra poursuivre la procédure avec les candidats ayant les capacités requises.

ARTICLE 4 - MODALITÉS DE RÉPONSE

Les entreprises peuvent répondre seules ou avec d'autres entreprises ou d'autres opérateurs économiques, dans les conditions suivantes :

4.1. – MODALITES DE REPONSE EN CAS DE GROUPEMENT MOMENTANE D'ENTREPRISES

- ✓ **Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques ou financières, une entreprise peut présenter sa candidature en groupement avec d'autres entreprises (personnes morales ou entreprises individuelles).**

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale ; il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences requises pour l'exécution du marché.

Néanmoins, dans ce cas, chaque entreprise constituant le groupement devra fournir l'ensemble des documents et renseignements demandés dans l'avis de publicité.

- ✓ Pour chacun des lots, les candidats ne peuvent pas présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en agissant en qualité de membres de plusieurs groupements.

La forme du groupement n'est pas imposée. Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

4.2. – MODALITES DE REPONSE EN CAS DE SOUS-TRAITANCE

Pour justifier de ses capacités professionnelles ou techniques, le candidat peut demander que soient également prises en compte celles d'un ou de plusieurs sous-traitants.

Dans ce cas, le candidat doit cumulativement :

- Justifier des capacités de ce ou ces sous-traitants en produisant les renseignements relatifs à la candidature énoncés dans l'avis de publicité ;
- Présenter le formulaire DC4 de déclaration de sous-traitance téléchargeable sur le site du ministère de l'Économie.

4.3. – MODALITES DE REPONSE EN CAS DE PRISE EN COMPTE DANS LA REPONSE DE LA CAPACITE D'OPERATEURS ECONOMIQUES AUTRES QUE DES CO-TRAITANTS OU DES SOUS-TRAITANTS

Le candidat peut demander, pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières concernant la prestation, que soient également prises en compte celles d'autres opérateurs économiques.

Dans ce cas, le candidat doit :

- justifier des capacités de ces opérateurs en produisant les renseignements relatifs à la candidature énoncés dans l'avis de publicité ;

Et

- justifier qu'il en disposera pour l'exécution du marché en produisant un engagement écrit de l'opérateur. Cet engagement sera exigé au stade de la vérification des capacités des candidats.

4.4. – VARIANTES A L'INITIATIVE DES CANDIDATS

Les candidats ne sont pas autorisés à présenter des variantes par rapport aux spécifications définies dans le cahier des charges.

4.5. – MODALITÉ DE RÉPONSE AUX LOTS

Les candidats peuvent répondre à un ou plusieurs lots.

Les candidats ne peuvent présenter des offres variables selon le nombre de lots qu'ils sont susceptibles d'obtenir.

4.6. – MODALITÉ DE RÉPONSE ÉLECTRONIQUE

Tout dépôt sur une plate-forme de dématérialisation, sur un site Internet ou sur une adresse électronique autre que celle indiquée ci-dessous à l'article « conditions d'envoi et de remise des dossiers des entreprises » est nul et non avenu.

Les candidats doivent prendre connaissance des pré-requis techniques relatifs au dépôt des candidatures et des offres qui sont détaillés sur la plate-forme du pouvoir adjudicateur.

Les fichiers doivent obligatoirement être remis par les candidats sous l'un des formats suivants :

- .pdf,
- .doc ou .rtf,
- .xls,
- .ppt,
- .jpg ou .jpeg.

Pour compresser les fichiers, les logiciels du type 7-zip ou .zip doivent être utilisés.

Chaque candidat doit préalablement contrôler tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre par un antivirus tenu à jour. Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par le pouvoir adjudicateur peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

SIGNATURE ELECTRONIQUE :

Celles des pièces de candidature et offre transmises par voie électronique ou envoyées sur support physique électronique qui requièrent une signature en bonne et due forme doivent être signées électroniquement et individuellement pour tout moyen garantissant notamment l'identification du candidat.

Important : ainsi, l'accord-cadre doit être signé en propre, la signature du seul zip n'étant pas suffisante.

Les candidats sont informés qu'il n'est pas demandé que l'acte d'engagement ou l'accord cadre soit signé au moment du dépôt de l'offre.

Sa signature sera exigée en cas d'attribution du contrat. L'attributaire recevra alors une demande de signature via DOCUSIGN, l'outil de signature du GIE du Groupe CCI Paris Ile-de-France.

ENVOI D'UNE COPIE DE SAUVEGARDE :

Il est possible d'envoyer une copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique selon les modalités indiquées à l'article ci-dessous « présentation des candidatures et des offres ».

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Les candidats sont informés que la copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur,
- Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'est pas parvenue au pouvoir adjudicateur dans les délais ou bien n'a pas pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde lui soit parvenue dans les délais.

ARTICLE 5 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les documents remis par les candidats doivent être rédigés en langue française.

L'action du pouvoir adjudicateur s'inscrivant dans une démarche de **développement durable**, il souhaite limiter le poids du papier dans les procédures de marchés publics.

Ainsi, la transmission des brochures ou documentations générales sans rapport direct avec le besoin exprimé par le pouvoir adjudicateur doit être évitée.

Par ailleurs, il est précisé aux candidats que les documents transmis dans le cadre de cette consultation doivent :

- Être clairs, concis et précis ;
- S'en tenir à apporter des réponses aux questions posées et aux exigences formulées par le pouvoir adjudicateur.

Enfin, les documents devront être respectés les règles suivantes :

- Nom de documents : Type de document-nom de l'entreprise (exemple : AE-NOMENTREPRISE)
- Les formats de documents mis en ligne devront être ceux de la réponse

5.1. PRESENTATION DES CANDIDATURES

Les candidats doivent remettre obligatoirement un dossier de candidature en vue de la sélection des entreprises admises à présenter une offre.

5.2. ELEMENTS A REMETTRE AU TITRE DE LA CANDIDATURE

Le dossier de candidature comprend impérativement les documents et renseignements énoncés dans l'avis d'appel public à la concurrence à remettre dans les conditions décrites à l'article 5.3 ci-dessous « conditions d'envoi et de remise des candidatures ».

5.3. CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Les dossiers de candidature doivent être transmis UNIQUEMENT par voie électronique à l'adresse suivante :

www.marches-publics.gouv.fr

Si une COPIE DE SAUVEGARDE EST EGALEMENT TRANSMISE ; celle-ci devra être envoyée :

- par courrier sous pli recommandé avec accusé de réception avec la mention « COPIE DE SAUVEGARDE : conception, création et aménagement de stands sur mesure, prestations annexes et associées lot n° x – NE PAS OUVRIR » à l'adresse suivante :

GIE du Groupe CCIR Paris Ile-de-France - Direction des achats
47/49, rue de Tocqueville
75017 PARIS

OU

- être déposée sur place contre récépissé en se présentant du lundi au vendredi sauf jours fériés, de 9 h 30 à 12 h et de 14 h à 17 h à la même adresse.

ATTENTION :

- ✓ La Direction des achats sera fermée **les 2, 9 et 30 mai 2025**. Aucune offre ne pourra être remise à ces dates.

TRES IMPORTANT :

- ✓ L'attention des candidats est attirée sur le fait que les plis non parvenus aux date et heure limites indiquées sur la page de garde du présent document ne seront pas pris en compte.

- ✓ Par ailleurs, les candidats doivent déposer leur candidature en une seule fois. Si plusieurs candidatures sont successivement transmises par un candidat, seule sera ouverte la dernière candidature reçue par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des candidatures (art. R2151-6 du code de la commande publique).
- ✓ Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des plis indiqué sur la page de garde.

5.4. PRESENTATION DES OFFRES

5.4.1. ELEMENTS A REMETTRE AU TITRE DE L'OFFRE

A TITRE INDICATIF, la liste des éléments qui seront à remettre au stade de la remise des offres par les candidats invités à soumissionner est la suivante :

- Acte d'engagement valant CCAP,
- Cadre de réponse financier à remettre impérativement en format « Excel »
- Cadre de réponse technique fourni par le candidat et reprenant les éléments relatifs aux critères de sélection des offres énoncés à l'article 8 du présent document.

L'absence des cadres de réponse financier, liste interlocuteur principal par spécialité et/ou du mémoire technique entraînera l'irrégularité de l'offre. Cette irrégularité ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une régularisation.

IMPORTANT :

- cette liste est susceptible d'être légèrement modifiée dans le règlement de la consultation relatif aux offres.

5.4.2. CONDITIONS DE TRANSMISSION DE L'OFFRE

Les conditions de remise des offres, identiques à celles de remise des candidatures, seront indiquées dans le règlement de la consultation spécifique envoyé(e) aux candidats concernés.

ARTICLE 6 - EXAMEN DES CANDIDATURES

Rappel : Seuls pourront être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites de réception des candidatures annoncés dans l'avis d'appel public à la concurrence et sur la page de garde de ce document.

6.1. VERIFICATION DU CARACTERE COMPLET DES CANDIDATURES ET DE LEUR CONFORMITE AUX CONDITIONS DE PARTICIPATION (Aptitude, capacités, non interdiction de soumissionner)

Conformément aux articles L2142-1, R2142-3, R2142-4, R2143-3 et R2143-4 du code de la commande publique, chaque candidat doit remettre impérativement les documents et renseignements indiqués ci-dessous et énoncés dans l'avis de publicité, dans les conditions décrites à l'article ci-dessus « modalités de réponse ».

1) Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

DC1 : lettre de consultation	Dument complété par le candidat unique ou par tous les membres du groupement
------------------------------	--

2) Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellé	Pour le lot n°	Document à renseigner	Niveau minimum requis
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	1 et 3	Cadre de réponse candidature minimum joint au dossier de consultation	Moyenne des 2 derniers CA annuel égal à 1,5 fois le montant maximum du marché
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	2 et 4	Cadre de réponse candidature minimum joint au dossier de consultation	Moyenne des 2 derniers CA annuel supérieur à 2 fois le CA du marché

Si un candidat souhaite répondre à plusieurs lots, le niveau minimum de capacité financière exigé correspondra au cumul des niveaux minimaux de capacité financière de chacun de ces lots.

Pour le cas où le chiffre d'affaires annuel du candidat n'atteindrait pas le montant des niveaux minimum cumulés, une demande lui sera formulée par le pouvoir adjudicateur afin de savoir sur quels lots, il souhaiterait maintenir son offre.

A défaut de réponse de sa part, le pouvoir adjudicateur rejettera sa candidature sur l'ensemble des lots au motif que le candidat ne présente pas le niveau minimum de capacité financière requis.

Attention ! Si le candidat est objectivement dans l'impossibilité de fournir, le cas échéant, un ou plusieurs chiffres d'affaires au cours des trois dernières années (ex : entreprise nouvellement créée), il peut le fournir sur les deux dernières années ou sur la dernière année en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité dans la mesure où les informations sur ces CA sont disponibles. Par ailleurs, si pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés dans l'Avis de publicité, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur (exemple : (ex : attestation d'un commissaire aux comptes, déclarations de contrat(s) en cours justifiant le futur CA, déclaration appropriée de banque, etc.). Toutefois, il doit être écarté s'il ne répond pas au niveau minimum de capacité financière requis, le cas échéant.

3) Renseignements concernant la capacité professionnelles de l'entreprise :

Libellé	Pour le lot n°	Document à renseigner
Présentation des références au cours des trois dernières années	Selon le lot concerné	Cadre de réponse candidature joint au dossier de consultation

4) Renseignements concernant la capacité technique de l'entreprise :

Libellé	Pour le lot n°	Document à renseigner
---------	----------------	-----------------------

Présentation des effectifs moyens du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Selon le lot concerné	Cadre de réponse candidature minimum joint au dossier de consultation
--	-----------------------	---

Pour présenter leur candidature, **les candidats peuvent utiliser soit le formulaire DC2 (déclaration du candidat) et, le cas échéant, DC4 (déclaration de sous-traitance)**, disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME)

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera, au plus tard avant l'invitation à soumissionner, d'une part, que les pièces et informations énoncés dans l'avis d'appel public à la concurrence sont présentes et complètes (dont le DC1), d'autre part, l'aptitude, la capacité et la non-interdiction de soumissionner des candidats (notamment, vérification attestations URSSAF et fiscale).

Si nécessaire, le pouvoir adjudicateur aura la faculté de demander à tous les candidats concernés les pièces ou informations absentes ou incomplètes dans un délai approprié et identique pour tous.

Si une candidature est ou demeure incomplète ou si un candidat ou un soumissionnaire ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par le pouvoir adjudicateur, sa candidature sera déclarée irrecevable et il sera éliminé.

Si la vérification des candidatures intervient après la sélection des candidats, le candidat dont la candidature aura été classée immédiatement après la sienne pourra être sollicité pour produire les documents nécessaires.

Conformément à l'article L2141-3 du code de la commande publique, à l'issue de l'examen des candidatures, le pouvoir adjudicateur éliminera :

- Les candidats en période d'observation dans le cadre d'un redressement judiciaire,
- Les candidats en redressement judiciaire dont le plan de redressement (plan de continuation) est inférieur à la durée d'exécution du marché ;
- Les candidatures incomplètes qui, le cas échéant après mise en œuvre de la faculté dont dispose le pouvoir adjudicateur de demander des compléments, ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées dans le présent règlement de consultation ;
- Les candidatures qui après vérification ne présentent pas de capacités suffisantes au regard des éléments demandés dans le présent règlement de consultation,
- Les candidatures qui ne sont pas sélectionnées au regard des critères de sélection mentionnés dans l'avis de publicité et rappelés à l'article « CRITERES DE LIMITATION DU NOMBRE DE CANDIDATS QUI SERONT ADMIS A PRESENTER UNE OFFRE » ci-après,
- Les candidatures portant atteinte aux règles relatives à la liberté de prix et à la concurrence.

6.2. CRITERES DE LIMITATION DU NOMBRE DE CANDIDATS QUI SERONT ADMIS A PRESENTER UNE OFFRE

Les candidatures seront sélectionnées en appliquant les critères suivants aux renseignements fournis par les candidats dans leur dossier de candidature :

- **Critères de limitation des candidatures**

Critère de limitation des candidatures commun aux lots	Exigences requises	Note maximale
1) Pertinence des références présentées en lien avec l'objet de l'accord-cadre selon le(s) lot(s)	<ul style="list-style-type: none"> 3 références de prestations similaires de stands collectifs et institutionnels pour apprécier la créativité adaptée aux enjeux de l'évènement (budget et surface en m2) au(x) lot(s) candidaté(s) 	70 %
2) Certifications/ référentiels ou engagements mis en œuvre dans le cadre de leur activité en faveur de l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> Présentation de normes reconnue, équivalent ou des mesures en matière de gestion environnementale en lien avec l'objet du marché 	30 %

- **Méthode de notation des candidatures commune aux lots**

Le système de notation décrit ci-dessous est retenu pour l'analyse comparative des candidatures.

- Pour la pertinence des références : la note maximale de 10 pondérée à 70% sera attribuée au candidat présentant les références les plus pertinentes en lien avec l'objet de l'accord-cadre.
- Pour la pertinence de la certifications ou engagements mis en œuvre dans le cadre de leur activité en faveur de l'environnement : la note maximale de 10 pondérée à 30 % sera attribuée au candidat présentant une variété et une pertinence dans les domaines de compétences en lien avec l'objet de l'accord-cadre.

A l'issue de la sélection des candidatures, le pouvoir adjudicateur éliminera les candidats dont la candidature n'est pas sélectionnée au regard des critères de sélection mentionnés dans le règlement de la consultation et rappelés ci-dessus.

Tout candidat n'obtenant pas une note au global, supérieur ou égale à la moyenne sera éliminé.

ARTICLE 7 - EXAMEN DES OFFRES ET CHOIX DE L'OFFRE ECONOMIQUEMENT LA PLUS AVANTAGEUSE

7.1. EXAMEN DES OFFRES

A l'issue de l'examen des offres, seront éliminées les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées, conformément aux articles R2152-3, R2152-5 et R2153-3 du code de la commande publique.

Toutefois, conformément aux dispositions des articles R2152-1 et R2152-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut autoriser tous les candidats concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai identique, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

Les offres seront examinées lot par lot.

Les candidats ne peuvent présenter des offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être obtenus.

7.2. CRITERES DE SÉLECTION DES OFFRES, PONDERATION ET CHOIX DE L'OFFRE ECONOMIQUEMENT LA PLUS AVANTAGEUSE

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères et des sous-critères qui seront définis dans le règlement de consultation adressé(e) aux candidats sélectionnés selon le lot concerné.

Critère	Détail des critères	Lot 1	Lot 2	Lot 3	Lot 4
Prix	Coût des prestations par salon concerné/ par lot	50%	40 %	45%	40%
Qualité de service (Cadre de réponse technique)	Pilotage et organisation mis place œuvre en faveur de la réalisation de la prestation = tableau de bord de suivi ; rétroplanning ; reporting	10%	20%	10%	20%
Valeur technique (Cadre de réponse technique)	Qualité de la proposition en cohérence avec l'offre de prix par lot Qualité des matériaux Étendue du catalogue de mobilier Etendue des compétences disponibles Compétences des profils proposés, notamment l'interlocuteur proposé et équipe dédiée	25%	25%	35%	25%
Développement durable (Questionnaire)	Performance en matière sociale - Volume d'insertion sociale - Autres mesures sociales Performance en matière environnementale (questionnaire) - Origine et composition des matières premières - Réemploi des composants et matériaux - Condition de stockage et de transport - Choix des équipements et leur performance en matière de consommation d'énergie - Gestion des déchets	15%	15%	10%	15%

Les candidats devront produire tout justificatif pertinent permettant à le pouvoir adjudicateur de vérifier l'exactitude des informations fournies dans le cadre de leur offre.

7.3. MODALITES D'ATTRIBUTION DU MARCHE

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 5 jours.

Les lots feront l'objet d'accords-cadres distincts.

Pour chaque lot, le pouvoir adjudicateur choisira l'offre économiquement la plus avantageuse. Les offres seront classées par ordre décroissant.

Concernant le lot n°4, l'accord-cadre sera attribué au maximum à 3 attributaires.

Le pouvoir adjudicateur choisira les 3 premières offres dans le classement.

7.4. MODALITES D'ATTRIBUTION DU MARCHE

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 5 jours.

Les lots feront l'objet d'accords-cadres distincts.

Pour chaque lot, le pouvoir adjudicateur choisira l'offre économiquement la plus avantageuse.
Les offres seront classées par ordre décroissant.

Les lots n°1, 2 et 3 seront chacun attribués à 1 titulaire.

Le pouvoir adjudicateur choisira l'offre classée en 1^{ère} position dans le classement.

Le lot n°4 sera attribué au maximum à 3 attributaires.

Le pouvoir adjudicateur choisira les 3 premières offres dans le classement.

7.5. PIÈCES CONCERNANT L'ATTRIBUTAIRE ENVISAGE DES LOTS N°1 ET 2 / CHAQUE CANDIDAT SELECTIONNE DU LOT N°3 POUR DEPOSER UNE OFFRE QUI SERONT VERIFIEES PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR OU DONT LA COMMUNICATION SERA EXIGEE DE SA / LEUR PART

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 5 jours.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION ET QUESTIONS/REPONSES SUR CES DOCUMENTS

8.1. MODIFICATION DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION

8.1.1. DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS RELATIFS À LA CANDIDATURE

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard le 22 mai 2025, à 12 heures des modifications aux documents et renseignements demandés.

8.1.2. DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'OFFRE

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications aux documents et renseignements relatifs à l'offre demandés au plus tard 6 jours¹ avant la date limite de remise des offres qui sera indiquée dans la lettre d'invitation à soumissionner.

Si ces modifications sont manifestement importantes, le pouvoir adjudicateur prolongera le délai de réception des offres de façon proportionnée à l'importance des modifications.

8.2. QUESTIONS / REPONSES SUR LES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION

8.2.1. QUESTIONS

¹ Quatre jours si urgence dûment justifiée

Pendant la phase précédant la remise des candidatures, les opérateurs économiques peuvent faire parvenir leurs questions ou demandes de renseignements complémentaires au plus tard 3 jours avant la date et l'heure limites de dépôt des candidatures, soit le 27 mai 2025 à 12 heures.

Pendant la phase d'élaboration des offres, les soumissionnaires pourront également demander un complément d'informations, nécessaires à l'élaboration de l'offre, au plus tard 3 jours avant la date limite pour apporter des modifications précisées à l'article 8.1.2 ci-dessus.

Dans les deux cas, les demandes seront transmises UNIQUEMENT par voie électronique via l'adresse suivante :

www.marches-publics.gouv.fr

Les candidats ou soumissionnaires sont tenus de signaler dans les conditions prévues au présent article, les anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions qui sont susceptibles de les léser ou les conduire à renoncer à répondre à la lecture des documents de la présente procédure. A défaut de les avoir signalées, les candidats ou soumissionnaires sont réputés admettre que ces anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions ne les ont pas lésés dans leur compréhension des exigences du dossier de consultation et de leurs obligations contractuelles futures au stade de l'exécution du marché.

8.2.2. REPONSES

Pendant la phase précédant la remise des candidatures, les réponses aux demandes seront envoyées à tous les candidats via la plate-forme de dématérialisation au plus tard aux date et heure indiquées à l'article 8.1.1 ci-dessus, soit le 22 mai 2025, à 12h00. Toutefois, certaines réponses portant sur le cahier des charges pourront être apportées dans les délais fixés à l'article 8.1.2 ci-dessus.

Pendant la phase d'élaboration des offres, les réponses aux demandes parvenues dans les délais requis seront envoyées à tous les soumissionnaires via la plate-forme de dématérialisation au plus tard aux date et heure indiquées à l'article 8.1.2 ci-dessus, avant la date limite mentionnée dans le règlement de la consultation des offres. Toutefois, si le pouvoir adjudicateur n'est pas en mesure de répondre dans ce délai, le délai de réception des offres sera prolongé de façon proportionnée à l'importance des informations demandées.

Dans les deux cas, il ne sera répondu à aucune question orale.